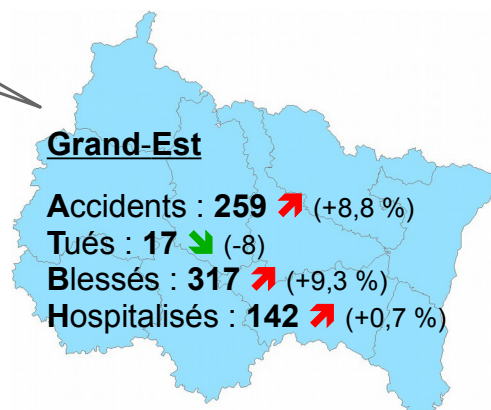
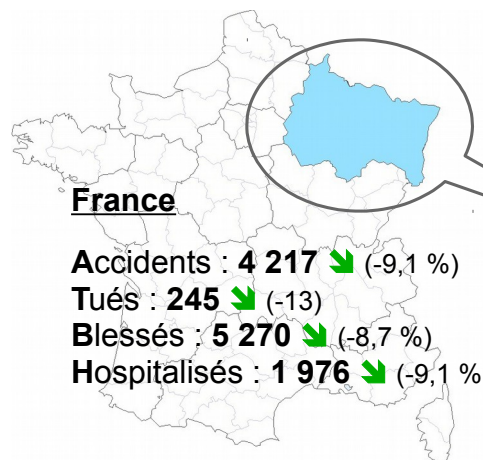


La sécurité routière en Alsace Champagne-Ardenne Lorraine

Baromètre mensuel de l'accidentalité

Avril
2016



BILAN PROVISOIRE DU MOIS

DEPARTEMENTS	ARDENNES	AUBE	MARNE	HAUTE-MARNE	MEURTHE ET MOSELLE	MEUSE	MOSELLE	BAS-RHIN	HAUT-RHIN	VOSGES
ATBH										
Accidents corporels	7	15	37	6	56	7	31	64	23	13
rappel n-1	4	22	21	8	50	11	37	44	28	13
Personnes tuées	1	0	2	1	2	1	4	3	2	1
rappel n-1	0	2	5	0	1	0	8	4	2	3
Personnes blessées	8	24	42	7	61	11	43	81	26	14
rappel n-1	7	25	28	14	63	15	42	48	33	15
dont blessées hospitalisées	5	14	20	3	12	5	20	37	14	12
rappel n-1	6	15	18	7	19	13	18	15	19	11

REPARTITION DES PERSONNES TUEES

USAGERS	0-13 ans	14-17 ans	18-24 ans	25-44 ans	45-64 ans	65 ans et +	Total depuis janvier	Avril
Piétons			2	3	2	13	20	3
Bicyclettes			1			1	2	
Cyclomoteurs					1	1	2	
Motocyclettes			1	4	1		6	2
Véhicules légers	1	2	9	6	9	11	38	9
Poids lourds				1	1		2	1
Autres					1	2	3	2
Total depuis janvier	1	2	13	14	15	28	73	
Avril			1	5	6	5		17

COMMENTAIRES

245 personnes seraient décédées sur les routes française en avril 2016. Ainsi, la mortalité routière nationale connaît une **baisse sensible de 5%** soit 13 personnes tuées de moins par rapport à avril 2015. Les nombres des accidents corporels, des personnes blessées et des personnes blessées hospitalisées sont **également en baisse**, respectivement de 9 %, 8,7 % et 9 %.

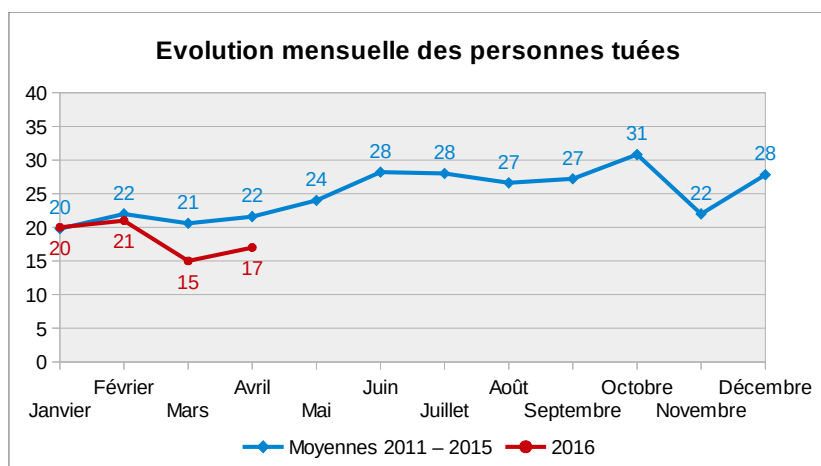
Dans la région Grand-Est où 17 personnes sont décédées ce mois-ci, la mortalité suit la même tendance favorable nationale avec **8 personnes tuées de moins** par rapport à avril 2015. Le constat est moins encourageant pour les autres indicateurs. Ainsi, les nombres des accidents corporels et des personnes blessées augmentent respectivement de 8,8 % et 9,3 % et dans une moindre mesure, celui des personnes blessées hospitalisées progresse faiblement de 0,7 % par rapport à avril 2015.

Pour les départements de la Marne et du Bas-Rhin, le nombre d'accidents corporels a progressé de façon notable, respectivement de 76 % et 45 % par rapport à avril 2015. La progression est tout aussi défavorable pour les personnes blessées (+50 % et +68%). Plus favorablement dans l'Aube et le Haut-Rhin, tous les indicateurs sont en baisse ou identiques à ceux d'avril 2015.

Depuis le début de l'année, les piétons représentent plus d'1/4 de la mortalité (27%) et près des 2/3 d'entre eux (65%) sont des seniors. D'ailleurs, cette tranche d'âge semble particulièrement vulnérable, puisque 38 % des personnes tuées dans la région Grand-est sont des seniors.

EVOLUTION MENSUELLE

(Chiffres provisoires mensuels 2016, comparés aux moyennes des 5 mois identiques précédents)



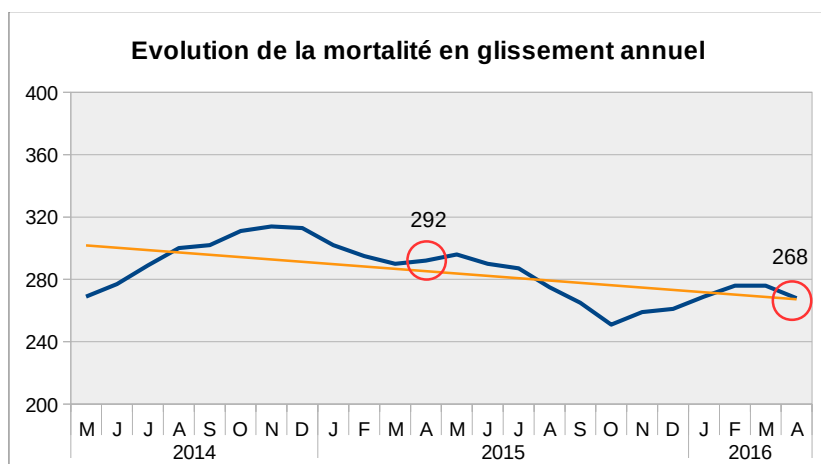
Années 2015 et 2016 = chiffres provisoires

Depuis le début de l'année, la courbe de la mortalité dans le Grand-Est est au même niveau ou en dessous de celle des moyennes des 5 mois identiques précédents.

Pour avril 2016, le nombre de personnes tuées est bien inférieur à cette référence et confirme ainsi une courbe favorable de la mortalité dans la région.

EVOLUTION ANNUELLE

(Chaque valeur mensuelle correspond à la moyenne sur 12 mois glissants y compris le mois considéré)



Sur une année, de mars 2015 à avril 2016, 268 personnes sont décédées dans la région Grand-Est. Comparé à avril 2015 avec 292 personnes tuées et sur une période identique, la mortalité a **baissé de 8 %** alors qu'au niveau national elle progresse défavorablement de 3 %.

La tendance d'évolution générale pour la région reste favorable.

Nouvelles questions de l'épreuve du code : un dispositif adapté a été mis en place

► Les candidats ont majoritairement échoué de peu à l'examen de la nouvelle épreuve théorique générale du permis de conduire.

Au vu de ces résultats en baisse depuis l'entrée en vigueur, le 2 mai dernier, de 1 000 nouvelles questions du code de la route, la Délégation à la sécurité et à la circulation routières (DSCR) a pris des mesures correctives pour laisser le temps aux candidats d'approfondir leur formation.

[S'entraîner aux nouvelles questions](#)



Véhicules gravement endommagés : ultime relance avant suspension de l'autorisation de circuler

► Le 14 septembre dernier, le ministère de l'Intérieur a déployé un dispositif d'urgence à destination de 5 014 propriétaires de véhicule d'occasion potentiellement dangereux, suite à une remise en circulation de voitures gravement endommagées.

3 174 personnes ont pris contact avec la plateforme d'appels téléphoniques dédiée. Parmi elles, 219 ont refusé l'expertise qui leur a été proposée et 134 ont déclaré leur véhicule à l'état d'épave, donc impossible à expertiser. Sur les 2 449 expertises effectuées, près de 40 % (850) présentaient de graves dangers pour la sécurité. A ce jour, 2 059 véhicules restent à expertiser.

Un deuxième courrier du délégué interministériel à la sécurité routière, Emmanuel Barbe, a été expédié courant avril 2016 aux propriétaires de ces véhicules. Ces personnes ont été invitées à contacter la plateforme d'appels en composant le 0969320568. Un opérateur leur proposait un rendez-vous avec un expert agréé. Cette fois, les personnes concernées avaient jusqu'au 13 mai 2016 pour prendre rendez-vous afin de procéder à une expertise (à leurs frais). Au-delà, le certificat d'immatriculation sera suspendu, interdisant au véhicule de circuler. La profession des experts en automobile représentée par la Confédération française des experts en automobile (CFEA) ainsi que les professionnels de l'assurance se sont à nouveau pleinement engagés auprès du ministère de l'Intérieur pour engager cette deuxième phase de l'opération « 5 000 VO ».

L'externalisation de l'examen du code, encadrée par l'État, débutera le 1^{er} juin 2016

► Comme décidé dans le cadre de la réforme du permis de conduire le 13 juin 2014, par Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, l'organisation et la surveillance de l'examen de l'épreuve théorique générale (le code), jusque-là assurées par les inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière, pourront désormais être confiées à des prestataires privés, agréés selon des critères très stricts, que détaille le décret publié.



Cette réforme permettra de diminuer encore les délais d'attente en libérant près de 5 % du temps de travail des inspecteurs, qui pourront par conséquent faire passer, chaque année, l'équivalent de 142 000 examens de conduite supplémentaires du permis B et procéder à nouveau à des opérations de contrôle des centres de stage de récupération de points et des écoles de conduite. Pour autant, cette externalisation ne vise que l'organisation matérielle de l'examen, l'État restant seul responsable des questions posées et de la correction des épreuves.

LE CHIFFRE

Sur autoroute
1 accident mortel sur 3
est dû à l'endormissement au volant.

A L'EPREUVE DES FAITS

« Le passage au feu orange est autorisé »

VRAI ou **FAUX**

Réponse